



SOCIAL-ÉCO

Les patrons font de la politique, nous aussi ! p.11



SPORT

Quand la haine s'invite à l'Euro de basket p.14



JOURNAL DU MOUVEMENT JEUNES COMMUNISTES DE FRANCE

AVANT-GARDE

CUBA

p.4 à 7

Récit d'une révolution en lutte



ÉDUCATION

Nouvelle loi Baptiste : que doit-on en penser ? p.10



VIVRE ENSEMBLE

Le mouvement social dissout les écrans de fumée p.8

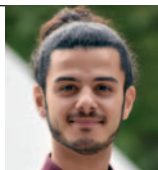


RETROUVEZ L'AVANT-GARDE SUR
WWW.LAVANTGARDE.FR



**UN NUMÉRO PAPIER
CHAQUE TRIMESTRE
ET DES NOUVEAUX ARTICLES
CHAQUE JOUR EN LIGNE**





Assan Lakehoul

Secrétaire général du Mouvement Jeunes communistes de France

La lutte paie !

À la rentrée, on ne s'est pas mobilisé pas par réflexe. On était, et on est dans la rue parce que nous n'en pouvons plus. Nous militons tous les jours parce que nous savons que demain risque d'être pire qu'hier. Nous faisons grève parce que pour des millions de jeunes, de travailleurs, de lycéens, d'étudiants, de précaires, il n'y a plus de promesse de progrès.

Ce déclassement n'est pas une fatalité. Il est le fruit d'un système : le capitalisme, et de ses deux bras :

Le bras droit, qui change de visage mais pas de politique – Sarkozy, Bayrou, Macron – et qui assume ne pas vouloir augmenter les salaires pour ne pas menacer les profits, au nom d'une compétitivité chimérique.

Le bras gauche – Valls, Hollande, Ayrault – qui prétend parler au nom du peuple mais applique les mêmes recettes, en changeant juste l'emballage.

À cela s'ajoute l'affaiblissement des deux grandes forces révolutionnaires que sont la CGT et le PCF.

Résultat : une immense majorité de gens ne croient plus que la politique ou les syndicats peuvent changer leur vie. Ils ne pensent plus qu'une alternative est possible, quand ils ne fondent pas leur dernier espoir dans le RN.

Notre tâche est immense, mais elle est claire : réparer ce qui est cassé. Recréer le lien entre les communistes et la classe travailleuse. Reconstruire une conscience de classe, pour que chacun se rappelle qu'ensemble, nous sommes plus forts que le patron.

Cela commence dans les luttes, dans la rue, mais surtout dans les entreprises. Certains, à gauche, nous expliquent qu'il faudrait attendre la chute de Macron, élire Jean-Luc Mélenchon président de la République, et qu'ensuite tout ira mieux. C'est faux.

Il n'existe aucun exemple dans l'histoire où de grandes conquêtes sociales ont été obtenues sans mobilisation dans les boîtes. Alors pourquoi fonder tous nos espoirs sur une élection ? Dès maintenant, allons dire à nos collègues qu'en-

semble, on peut arracher des choses au patron. Il suffit d'être majoritaires. Évidemment, ça demande énormément de travail. C'est sûrement plus compliqué que de crier à la grève générale comme un perroquet fatigué.

Les mobilisations de septembre et octobre étaient des étapes. Une occasion d'être présents, visibles, actifs. Mais surtout, cela continue tous les jours. En convainquant. En portant nos propositions. Et en lançant notre campagne pour la création d'un million d'emplois pour la jeunesse.

Car un million d'emplois, c'est un million de raisons de dire que ce n'est pas aux capitalistes de décider quels emplois existent, à quoi ils servent, ni où va la richesse produite. C'est à nous d'en décider, collectivement, démocratiquement.

Mobilisons-nous. Pour l'emploi, pour notre avenir, pour une société débarrassée du capitalisme, pour construire une voie vers le socialisme à la française. Ça commence dans les luttes de cette fin d'année 2025. ●

BON DE SOUSCRIPTION

TU SOUHAITES NOUS AIDER ?

NOM PRÉNOM

EMAIL

ADRESSE POSTALE

.....

— JE SOUHAITE FAIRE UN DON (CHÈQUE À L'ORDRE DE L'ASSOCIATION PAUL LANGEVIN) —

☐ 20€

☐ 30€

☐ 50€

☐ AUTRE :

À RENVOYER À AVANT-GARDE 2 PLACE DU COLONEL FABIEN 75019 PARIS

www.lavantgarde.fr • lavantgarde.fr • @Journal_AG • avantgarde_journal

Avant-Garde journal du Mouvement Jeunes communistes de France • Édité par l'association Paul-Langevin, 6, av. Mathurin-Moreau - 75019 Paris
Représentant légal : **Jean-Noël Aqua** • Directeur de publication : **Cyril Thomas** • Rédacteur en chef : **Tom Landry** • Direction artistique : **Frédo Coyère**
Imprimerie : **Public Imprim** : 12, rue Pierre Timbaud 69637 Vénissieux • Dépôt légal : **OCTOBRE-NOVEMBRE-DÉCEMBRE 2025 • N° 66**

JOURNAL GRATUIT • ISSN : 1252-5014

RÉCIT DE VOYAGE

De La Havane à Santiago : chemins

Le 6 août, à huit heures du matin, nous étions dix-huit jeunes communistes français à nous retrouver dans le hall de l'aéroport d'Orly. Certains n'avaient jamais quitté l'Europe, d'autres prenaient l'avion pour la première fois. Venus des quatre coins de la France, d'horizon sociaux et de parcours différents, mais toutes et tous engagés à défendre la liberté des peuples face à l'impérialisme.

Dernier café avant l'embarquement. Une escale à Madrid, puis l'Atlantique à traverser : cap sur Cuba, petite île qui, depuis plus de soixante ans, asphyxiée par le blocus et l'extraterritorialité des lois, continue de tenir tête aux États-Unis.

Ce voyage prolongeait un héritage : au lendemain de la Révolution cubaine, dès 1964, les jeunes communistes français organisaient les premières brigades à Cuba pour soutenir la Révolution ; la dernière avait eu lieu en 2019. Le 1^{er} Mai 2024, à La Havane, l'idée d'une délégation d'ampleur a ressurgi. Avec l'UJC (Unión de Jóvenes Comunistas), l'Ambassade de Cuba en France et l'ensemble des jeunes communistes, nous avons travaillé à construire ce voyage et le sens politique que nous voulions lui donner : comprendre Cuba, rencontrer sa jeunesse, et rapporter en France de quoi nourrir nos combats.

Construire des ponts entre les jeunes

La Havane fut notre première étape. Ses rues marquées par l'histoire, ses façades délavées, ses vieilles voitures – vestiges d'un temps que le blocus empêche de renouveler – disent la capacité du peuple cubain à s'adapter, réutiliser, réparer, faute de mieux. Au milieu de ce décor, nous avons découvert les lieux symboliques de la Révolution.

C'est ici que nous avons vécu le premier temps fort de notre voyage. Dans une vieille maison coloniale, après un échange solennel, nous avons signé un accord de coopération avec l'Union des jeunes communistes cubains. Ce geste fixe en réalité un cap : renforcer officiellement les liens historiques entre nos deux jeunes. C'est un engagement réciproque à long terme : échanges militants, coopération étudiante, relais de la bataille contre le blocus. Dans un monde où les frontières diploma-



Un accord de coopération à été signé avec l'Union des jeunes communistes cubains.

tés à nos propres attentes, à la dure réalité d'un peuple en lutte. Les couloirs de l'hôpital pédiatrique que nous avons visités semblaient vides, les moyens matériels limités. Pourtant, l'attention des soignants y est totale, et leur dévouement évident. Là se dessine la contradiction du blocus : un peuple capable de garantir l'accès gratuit à des soins de qualité, mais privé des médicaments et du matériel nécessaires pour le faire dans les meilleures conditions. Dans des maisons pour personnes âgées et pour enfants sans famille, nous échangeons, chantons, discutons. Même sous pression, la dignité humaine reste une priorité.

Sous le blocus, un peuple qui résiste

Les heures passées dans le bus ont rythmé la seconde partie de notre voyage. La fatigue s'accumulait, les trajets semblaient longs, mais ce fut le prix à payer pour embrasser Cuba dans toute son étendue : presque 1000 km parcourus, de l'Ouest à l'Est, de La Havane à Santiago, en passant par Santa Clara, Camagüey

et Holguín. À travers les vitres, défilait devant nous une mosaïque de paysages : champs à perte de vue, villes coloniales et forêts tropicales... Une chose est sûre : découvrir Cuba, c'est accepter les détours, les lenteurs, mais aussi se laisser surprendre par la diversité de ce pays. Santa Clara fut une étape décisive. Nous avons marché sur les lieux mêmes où, en décembre 1958, le Che mena la bataille décisive qui fit basculer la Révolution. Le mausolée du Che et non loin, le « train blindé » : autant de symboles d'une mémoire vivante, transmise encore aujourd'hui à la jeunesse.

Au fil du voyage, nous avons une nouvelle fois touché du doigt la dure réalité sociale : coupures d'électricité prolongées, accès difficile à l'eau courante et pénuries alimentaires. Dans nos discussions, les Cubains évoquaient le manque de médicaments et de matériel médical, la hausse des prix, les transferts d'argent impossible, la colère parfois... mais toujours une volonté de résister. Trump a renforcé le blocus, remis Cuba à la liste des États soutenant le terrorisme. Résultat : amendes records pour les banques européennes coopérant avec l'île et impossibilité pour la population cubaine d'accéder à des biens vitaux. Et pourtant, l'accès à la santé et à la formation reste gratuit, la culture est accessible. Nous avons vu des concerts, des spectacles, des fêtes populaires. Ce paradoxe est sans doute l'une des réalités les plus marquantes de l'île : une population asphyxiée par le blocus, mais qui continue à défendre ses conquêtes et à maintenir vivante sa dignité.

La mémoire vivante d'une jeunesse en lutte

À Birán, le voyage a pris une nouvelle dimension. Là, sur la terre où

« Ce fut notre première image de Cuba : un peuple qui accorde aux jeunes du monde entier une place d'honneur dans sa lutte. »

Le lendemain de notre arrivée à La Havane, au Mémorial José Martí, sur la célèbre place de la Révolution, nous déposons une gerbe aux côtés de la Fédération mondiale de la jeunesse démocratique. Ce fut notre première image de Cuba : un peuple qui accorde aux jeunes du monde entier une place d'honneur dans sa lutte. Dès lors, nos pas à Cuba s'inscrivaient dans un horizon plus vaste : celle non pas d'une seule jeunesse en lutte, mais de l'ensemble des jeunes du monde face à l'impérialisme.

tiques se ferment, cet accord trace une passerelle concrète, un fil rouge entre nos luttes.

À Guanabacoa, nous avons découvert la coopérative La Rosita, tenue par l'UJC. Ici, chaque récolte est destinée aux hôpitaux et aux écoles de la région ; des étudiants en ingénierie agricole y expérimentent, au bénéfice direct des travailleurs et de la communauté. Une expression concrète du socialisme : organiser la production autour des besoins collectifs, lier savoir et pratiques.

La capitale cubaine nous a confron-

croisés de jeunesses en résistance



Par le blocus, les grandes puissances impérialistes tentent de réduire à néant tous les conquis de la Révolution.

est né Fidel Castro, nous avons retrouvé plus de trois cents jeunes venus de toute la région. Dans les champs, nous avons participé à un travail volontaire. Un moment de solidarité concrète, tel que Fidel le concevait lui-même : non pas un simple outil de production, mais une école de formation et d'engagement.

Le soir, les pluies diluviennes ont transformé le campement prévu en nuit improvisée dans les salles de classe d'une école. Cet abri temporaire est vite devenu un espace de fête et de débats. Nous avons vécu l'internationalisme dans les chants, et dans la fidélité partagée à un combat pour la souveraineté et la dignité.

Le lendemain à l'aube, jour du 99^e anniversaire de Fidel Castro, nous avons pris part à une cérémonie officielle, en présence de Raúl Castro et Miguel Díaz-Canel. Sous les cèdres, les algarobos, et les palmiers

de la maison natale de Fidel, ce n'était pas un culte figé mais bien une mémoire vivante qui se déployait. La jeunesse cubaine y était au premier plan, porteuse de l'appel au centenaire de Fidel qui marquera 2026. Même dans l'adversité, la mémoire s'est transformée en arme et la jeunesse en force.

De Birán, nous avons poursuivi jusqu'à Santiago. Là, au cimetière de Santa Ifigenia, nous avons rendu hommage à José Martí, à Carlos Manuel de Céspedes, à Mariana Grajales, et à Fidel. Entre ces pierres reposent les fondateurs de la nation cubaine, et l'histoire de Cuba s'y relie d'un fil continu : l'indépendance, la Révolution, et aujourd'hui la lutte contre le blocus.

Cuba, un combat commun

Cuba traverse sans doute la période la plus difficile de son histoire récente. Le blocus états-unien – renforcé ces dernières années –



asphyxie son économie et son peuple, et aggrave chaque crise : pandémie, crise énergétique, chute du tourisme. Les pénuries pèsent sur la vie quotidienne ; la migration augmente.

Par le blocus, les grandes puissances impérialistes tentent de réduire à néant tous les conquis de la Révolution, qui garantissent un toit, l'éducation et la santé à toutes et tous sans exception. La jeunesse actuelle a grandi dans un contexte de difficultés économiques, qui nourrit parfois frustration et manque de perspectives. Mais elle refuse de céder. Nous avons rencontré une jeunesse cultivée, engagée, qui a participé massivement à l'élaboration de la nouvelle Constitution, dans les quartiers et les lieux de travail, continue de défendre ses acquis et de maintenir vivante la dignité du peuple.

C'est pourquoi la solidarité avec Cuba est une nécessité. Parce que

Cuba trace son chemin vers le socialisme malgré l'épreuve, et qu'à travers sa lutte pour la souveraineté se joue aussi la nôtre. Le blocus ne frappe pas seulement Cuba : il limite aussi notre indépendance, quand des banques françaises obéissent aux lois états-uniennes. Défendre Cuba, c'est défendre le droit de chaque peuple – y compris le nôtre – à décider librement de son avenir.

Ce voyage à Cuba était celui de toute une jeunesse qui, en France comme à Cuba, lutte contre l'impérialisme. Ce que nous avons signé à La Havane, travaillé dans les champs et célébré à Birán, nous devons désormais l'écrire ici, en France. Parce que soutenir Cuba, c'est soutenir l'émancipation et la souveraineté des peuples. ●

Babette Montier,
responsable internationale
du Mouvement des Jeunes
Communistes de France



CENTENAIRE

CIEN AÑOS CON FIDEL : une commémoration universelle

Le 13 août dernier a marqué le début du centenaire de la naissance de Fidel Castro Ruz. Avocat de formation, instigateur de la Révolution de 1959, il a été le principal chef d'État de la République de Cuba et une figure incontournable du socialisme.

Fidel Castro est aujourd'hui un symbole de la lutte contre l'impérialisme et pour la souveraineté des peuples. L'histoire de Cuba est marquée par son action internationaliste, ses mots résonnent farouchement dans de nombreux pays du monde.

À Cuba, et au-delà, cette date incarne une année de célébrations, de débats et de mobilisations autour de son héritage politique, de l'étude de sa pensée et de sa visée internationaliste.

Un programme commémoratif à Cuba, mais pas que !

Le lancement du centenaire a eu lieu le 13 août à Birán, village natal de Fidel, lors de la cérémonie marquant son 99e anniversaire, et se clôturera le 4 décembre 2026, date à laquelle les Cubains lui ont rendu son dernier hommage en 2016.

Devant des centaines de militants et militants, et en présence du président Miguel Díaz-Canel et de Raúl Castro, les autorités ont annoncé, par la voix de Roberto Morales Ojeda, membre du comité central du PCC, une année riche en activités : conférences universitaires, publications, créations artistiques, programmes éducatifs, événements sportifs, etc.

Les trois objectifs énoncés sont les suivants : promouvoir ses convictions et idéaux, stimuler l'étude et la recherche sur sa pensée, déclencher un mouvement populaire impliquant toutes les institutions, écoles et lieux de travail.

Il y a dans cette volonté une dimension générationnelle : Roberto Morales évoque la Generación del Centenario, insistant sur le rôle central de la jeunesse cubaine dans la transmission de cet héritage.

Hors de l'île, de nombreuses organisations programment des initiatives en lien avec l'ICAP, l'Institut cubain d'amitié entre les peuples, et les am-



bassades. La mobilisation est forte : en France, en Inde, en Chine, au Congo et partout sur le continent américain ! C'est sans compter les nombreuses brigades de solidarité à venir, notamment la brigade Juan Rius Rivera, prévue en août 2026 pour participer aux activités du centenaire.

Une année de célébration déjà bien engagée pour le MJCF

Pour le MJCF, le chemin vers ce centenaire a commencé cet été avec la



participation à la brigade internationale Viva Fidel de 18 militantes et militants de toute la France. L'objectif premier de celle-ci était la participation de la délégation au lancement du centenaire.

Aux côtés de jeunes du monde entier, nous avons pris part à des actions de solidarité et découvert, au cœur de Santiago et de La Havane, les lieux marqués par la mémoire de la Révolution cubaine et de l'action révolutionnaire.

Ce fut aussi, et surtout, l'occasion d'un temps politique fort : la signature d'un accord de coopération entre le MJCF et l'UJC, l'organisation sœur des jeunes communistes cubains. Celui-ci donne un cadre concret à notre travail commun.

Les prochains rendez-vous se dessinent dans nos fêtes de l'Avant-Garde et partout en France pour écouter les différents retours et anecdotes, découvrir les photos de la délégation et se procurer le carnet de voyage.

Les chantiers sont nombreux : coopérations universitaires, lutte contre le blocus et l'extraterritorialité des lois, solidarité concrète... cette année sera l'occasion d'y travailler !

Faire de l'histoire et de la pensée de Fidel un levier politique

Loin d'être une simple commémoration teintée de nostalgie, cet événement politique s'inscrit dans un contexte difficile pour le peuple cu-

bain, et particulièrement pour les jeunes.

Sur l'île, où le blocus étasunien asphyxie la totalité des secteurs, dont les plus essentiels, il s'agit d'affirmer que le socialisme reste un horizon vivant, capable de résister et de se renouveler.

La pensée de Fidel résonne dans le monde entier : ses réflexions sur la planification de l'économie, les nouveaux types de coopérations internationales ou sur les défis climatiques sont d'une brûlante actualité. C'est pourquoi ce centenaire a une portée universelle : il s'agit d'un temps d'étude politique et de réappropriation critique d'un héritage.

À l'instant où les communistes français animent de grandes campagnes

sur l'industrie, les services publics et l'emploi, où nous questionnons notre rapport à la production, l'expérience cubaine est inspirante.

Réforme agraire et diversification de l'agriculture, éradication de l'analphabétisme, médecine, science et innovation placées au premier plan : voilà une société où l'emploi et le travail ne sont pas sacrifiés sur l'autel du profit.

Cette année sera marquée par l'étude de cette pensée. L'occasion de faire vivre la figure de Fidel non comme une icône figée, mais comme une arme dans les combats du présent.

Comme il le disait lui-même : « Les idées ne meurent pas ! » ●

Bastien Bonnargent

PARTICIPATION CITOYENNE

La démocratie socialiste pour dépasser la démocratie bourgeoise

La démocratie par le peuple, pour le peuple

La question de la démocratie à Cuba est régulièrement posée par ses détracteurs, cela souvent au travers d'une comparaison avec les modèles politiques occidentaux, en particulier le multipartisme. Pourtant, la démocratie ne se résume pas nécessairement à la pluralité de partis politiques. À Cuba, on parle de démocratie socialiste, un modèle fondé sur la participation directe des citoyens à la vie politique, économique et sociale du pays, au-delà du cadre électoral classique.

Dans les démocraties dites libérales, les élections sont dominées par des partis politiques en concurrence, souvent financés par de puissants groupes d'intérêts économiques. Le modèle cubain vise, lui, à dépasser cette logique de compétition pour privilégier l'unité politique autour d'un projet national commun. Cette unité se matérialise dans l'existence d'un parti unique, le Parti communiste de Cuba (PCC), mais surtout dans le rôle central des organisations de masse, qui sont l'un des piliers de la démocratie cubaine.

La démocratie est, par essence, le gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple. Ce principe fondateur est au cœur de la démocratie socialiste cubaine. Le multipartisme n'est pas perçu comme une



garantie démocratique, mais comme une fragmentation des forces populaires, où les partis cherchent à accéder au pouvoir au lieu de servir l'intérêt collectif. Dans ce contexte, le système électoral cubain est conçu non pas pour la conquête du pouvoir par des élites partisans, mais pour favoriser la participation directe du peuple à la gouvernance.

Les élections à Cuba se déroulent sans campagnes électorales médiatisées, sans financements privés massifs et sans publicité politique. Les candidats ne sont pas désignés par des partis, mais issus de propositions des citoyens dans des assemblées locales. Leur mérite est évalué en fonction de leur engagement social et de leur participation aux efforts collectifs, non pas selon leur capacité à séduire un électorat par des promesses.

L'organisation de masse : moteur de la démocratie cubaine

Dans ce modèle, les organisations de masse, les syndicats, les organisations sportives, culturelles ou de jeunesse jouent un rôle central dans le fonctionnement démocratique. Ce sont des structures sociales diverses qui regroupent de larges secteurs de la population : la Fédération des femmes cubaines, les Comités de défense de la révolution, la Centrale des travailleurs cubains, l'Union des jeunes communistes, entre autres. Leur fonction dépasse celle de simples relais du pouvoir : elles sont des instruments de participation politique, de consultation populaire et de mobilisation citoyenne.

Ces organisations permettent au peuple de s'exprimer, de faire remonter ses préoccupations et d'influencer

les politiques publiques. Par exemple, lors de l'élaboration de la nouvelle Constitution cubaine en 2019, ces structures ont organisé des débats publics dans tout le pays pour discuter du texte. Plus de 8 millions de Cubains ont participé à ces échanges, modifiant de nombreuses dispositions du projet initial. Cela illustre une forme de démocratie participative enracinée dans les réalités locales, où le peuple est acteur du processus politique plutôt que simple électeur.

Dans de nombreux pays, les campagnes électorales sont dominées par les intérêts économiques, les manipulations médiatiques et les promesses non tenues. À l'inverse, la démocratie cubaine cherche à préserver l'égalité politique et à limiter l'influence des puissances économiques dans les choix des grandes orientations de la nation.

La légitimité du système politique cubain repose donc moins sur le pluralisme partisan que sur l'engagement populaire, l'implication citoyenne à tous les niveaux et le rôle structurant des organisations de masse dans la vie publique. Il s'agit d'un modèle souvent incompris, voire caricaturé, mais qui mérite d'être analysé à partir de ses propres critères, et non de ceux imposés par la bourgeoisie. ●

Mathéo Castex

AU PARLEMENT, UN JOUR SANS FIN

Le mouvement social dis

La rentrée politique s'ouvre sur une crise institutionnelle inédite : quatre gouvernements en deux ans et un Parlement bloqué par les rapports de force. Derrière cette instabilité, c'est le mouvement social qui redonne une perspective, avec des mobilisations syndicales d'ampleur qui replacent les priorités des salariés et de la jeunesse au centre du débat.

Une crise parlementaire sans précédent

Les changements successifs de premiers ministres ainsi que de gouvernements ont rythmé l'actualité politique dans les médias conventionnels, parfois jusqu'à l'overdose. Ce jeu parlementaire est alimenté par les menaces de censure récurrentes d'un bout à l'autre de l'hémicycle. Il semble que le RN ait intérêt à la dissolution, non pas pour accéder immédiatement au pouvoir, mais pour renforcer son poids dans l'Assemblée en vue de présenter un projet de loi qui rendrait Marine Le Pen à nouveau éligible.

Dans le même temps, la FI n'a de cesse d'annoncer l'improbable destitution d'Emmanuel Macron, sans perspectives politiques tangibles. En bref, chaque organisation y va de sa fanfaronnade politicienne, loin, très loin, des préoccupations des Français.

Un NFP victorieux ?

Menace de censure, invectives, appels à la démission du président... Pourquoi la gauche ne gagne-t-elle rien ou presque au Parlement, malgré la « victoire » supposée du NFP aux dernières élections législatives ? Avec ses 192 élus, la gauche ne

pèse pas bien lourd dans l'hémicycle. Face à elle, 225 députés de droite et 123 du RN. Il est trompeur d'affirmer que la gauche du NFP a gagné les dernières élections.

Si aucune victoire n'a été obtenue, ce n'est pas dû à un prétendu mépris démocratique d'Emmanuel Macron, mais bien parce que le capital reste le véritable maître des lieux. Faute de victoires réelles, il a fallu en inventer. Pendant les débats budgétaires de 2024, de nombreux amendements adoptés par la gauche ont été présentés comme des conquêtes... avant de tomber aussitôt sous le coup du 49.3.

De plus, Emmanuel Macron a pu placer successivement des personnalités de son camp à Matignon. Or, aujourd'hui, personne ne peut prétendre mettre en œuvre l'intégralité de son programme : il n'existe pas de majorité stable, ce qui explique l'instabilité parlementaire.

Si aucun projet de loi progressiste n'a abouti depuis un an et demi, le travail parlementaire a parfois su se montrer utile, lorsqu'il quittait un instant le théâtre politique pour retrou-

ver de la consistance. En témoigne l'enquête du sénateur PCF Fabien Gay sur les 211 milliards : d'aides publiques allouées aux entreprises.

Des perspectives de victoire ?

Lors de son discours aux Universités d'été du PCF, Fabien Roussel a lancé un avertissement : « Beau-coup regardent déjà vers 2027, bien au-delà des municipales, ou pire, de la portée de la rentrée sociale. » Si tout avait été dit en amont de la mobilisation du 10 septembre, celle-ci a néanmoins ouvert la voie à celle du 18 septembre, qui s'est révélée une véritable démonstration de force. Elle rappelle combien la présence syndicale, interprofessionnelle et unitaire demeure essentielle à la construction d'un mouvement d'ampleur.

L'intersyndicale a rapidement donné le ton dans une lettre adressée au gouvernement. Elle réclame l'abandon pur et simple du projet de budget et exige des moyens renforcés pour les services publics. Parmi les autres revendications figurent le



Sébastien Lecornu : Ex-nouveau Premier ministre de la France.

sout les écrans de fumée



refus du report de l'âge légal de départ à la retraite à 64 ans, des investissements pour une transition écologique juste, la réindustrialisation du pays et une véritable justice fiscale. Enfin, les syndicats pointent un chiffre clé : les 211 milliards d'euros d'aides publiques aux entreprises, qui devraient, selon eux, être soumis à une conditionnalité sociale et environnementale.

Ne pas mettre la charrue avant les bœufs

Chaque séquence de lutte sociale le rappelle : ce ne sont pas les couloirs du Palais Bourbon qui ouvrent la voie aux conquêtes, mais la rue qui impose ses priorités. En 1936, les congés payés et la semaine de 40 heures n'ont pas surgi d'un vote soudain : ils ont été arrachés par des grèves massives. En 1945, la Sécurité

rité sociale n'est pas née d'un compromis parlementaire, mais de la Résistance et de l'exigence populaire de « ne plus revivre comme avant ». Plus près de nous, le CPE de 2006 a été retiré sous la pression d'une mobilisation de la jeunesse et des syndicats, non par la bonne volonté des députés.

Le Parlement ne crée pas le rapport de force : il l'entérine. C'est son rôle, et il n'est pas négligeable, car il confère une assise juridique aux victoires. Mais croire que le changement pourrait venir de l'hémicycle seul, c'est oublier que sans mouvement social, les votes se réduisent à des écrans de fumée. Pour aller plus

loin, la question n'est pas de savoir qui est ou sera Premier ministre, mais quelle orientation il sera contraint de valider, de céder. C'est précisément ce qu'ont montré les mobilisations de septembre. Par leur ampleur et leur unité, ces deux dates rappellent que les victoires se construisent d'abord dans la rue, dans les entreprises, dans les lieux d'étude, avant de se traduire dans les lois.

Dès lors, la question n'est pas de savoir quel député déposera l'amendement décisif ou quelle motion de censure franchira l'obstacle, mais bien comment le mouvement social saura prolonger cette dynamique. La rentrée a posé les jalons : c'est de la persistance de ce rapport de force que dépendent les avancées concrètes. ●

Emma Save



L'Assemblée nationale.

PROJET DE LOI BAPTISTE

Nouvelle étape dans la libéralisation de l'enseignement supérieur

Déposé le 30 juillet dernier, le projet de loi relatif à la modernisation et à la régulation de l'enseignement supérieur, aussi appelé « loi Baptiste », sera examiné dès l'automne prochain à l'Assemblée nationale, sous procédure accélérée. Derrière l'ambition affichée de réguler les formations privées, se cache en réalité une nouvelle étape dans la libéralisation de l'enseignement supérieur français.

Agrément, accréditation, partenariat : de quoi parle-t-on ?

Présenté au cœur de l'été, le projet de loi entend moderniser l'enseignement supérieur et la recherche en modifiant les conditions d'ouverture et d'accréditation des établissements privés. La réforme vise à harmoniser et simplifier les règles d'encadrement du supérieur privé. Concrètement, elle introduit deux formes principales de reconnaissance : l'agrément et le partenariat. L'agrément octroie une reconnais-

« Un quart des étudiants poursuivent leurs études dans le privé, pour un coût variant entre 6 000 et 15 000 euros par an. »

sance officielle de l'État, attestant que l'établissement respecte certaines normes de qualité. Le partenariat, quant à lui, est un statut réservé aux établissements à but non lucratif qui participent à des missions de service public.

La fin du monopole de l'État sur les diplômes

Les établissements privés agréés par l'État pourront désormais obtenir la reconnaissance de leurs diplômes et délivrer un grade universitaire, après évaluation par une instance nationale indépendante. Sous couvert de lutter contre les dérives de l'offre privée et de protéger les étudiants et apprentis, le projet fragilise en réalité le monopole de l'État sur



l'éducation. Principe républicain de longue date, ce monopole faisait de l'État le seul garant de la délivrance des diplômes, du baccalauréat au doctorat.

À l'origine de l'explosion de l'offre privée

Depuis la loi relative aux libertés et responsabilités des universités de 2007, puis avec l'arrivée de Parcoursup une dizaine d'années plus tard, les gouvernements successifs ont engagé l'enseignement supérieur dans une logique de mise en concurrence et de sélection. La dégradation des conditions d'enseignement et les milliers de bacheliers laissés sans affectation ont ouvert un boulevard aux formations privées.

Le résultat est sans appel : l'offre privée a explosé. Chaque année, des centaines de publicités inondent les réseaux sociaux et ciblent les lycéens recalés de Parcoursup, vantant des cursus professionnalisants

sans sélection. Le nombre d'étudiants inscrits dans le privé a doublé en dix ans. Aujourd'hui, près d'un quart d'entre eux y poursuivent leurs études, pour un coût variant entre 6 000 et 15 000 euros par an. Une somme inabordable pour la majorité des familles.

Des dérives et une jeunesse endettée

Face à ces frais exorbitants, le recours aux prêts étudiants s'est gé-

« Le nombre d'étudiants inscrits dans le privé a doublé en dix ans. »

néralisé, renforçant l'endettement d'une jeunesse déjà frappée par la précarité. Les banques rivalisent d'« offres spéciales » à taux préten-

dument avantageux. À cela s'ajoutent des pratiques commerciales abusives : promesses d'insertion professionnelle mensongères, diplômes non reconnus ou frais supplémentaires dissimulés.

Vers une université à deux vitesses Si l'intention affichée du gouvernement est de protéger les étudiants, cette loi promet en réalité d'accélérer la casse du service public universitaire. En créant de nouveaux statuts facilitant la reconnaissance publique des établissements privés, elle ouvre la porte à leur intégration dans Parcoursup et à l'accès aux financements publics.

Plutôt que de renforcer le rôle de l'État comme garant de l'égalité d'accès à l'enseignement supérieur et de la valeur des diplômes, la loi Baptiste prépare une université à deux vitesses : un service public sous-financé et soumis aux logiques de fusion, face à un secteur privé florissant et désormais légitimé. ●

Maxence Garnier

MEDEF

Du coût de l'État au coup d'État ?

Le vocabulaire est guerrier, les propositions aussi. Le « Front économique » lancé par le patron du MEDEF (syndicat patronal), Patrick Martin, en octobre 2024, a rempli son premier objectif : « arrêter une feuille de route clé en main pour les prochains gouvernements ». Le patronat fait de la politique, et les institutions qu'il nous promet ont peu à voir avec une démocratie.

Réduire l'État à une machine de répression

Première proposition choc : le MEDEF demande la suppression de 1,5 million de postes de fonctionnaires. Le patronat est depuis longtemps frustré de ne pas pouvoir faire autant de profits qu'il le souhaite sur la santé ou l'éducation. Il a cependant rarement été aussi offensif dans sa volonté de casser les services publics et le statut de la fonction publique.

En supprimant un fonctionnaire sur trois, le patronat s'ouvre de nouveaux marchés, mais surtout il ramène l'État à une pure fonction répressive. À bien regarder les secteurs visés, le MEDEF rêve aujourd'hui d'un État réduit à la police, l'armée et l'administration pénitentiaire.

Briser la démocratie locale

Pour y parvenir, le MEDEF demande la suppression de 20 000 communes. La mesure a de nombreux intérêts. La France compte 500 000 élus municipaux, qui sont de tous les élus ceux auxquels les Français font le plus confiance. Le « syndicat des patrons » connaît bien les risques de cette proximité des élus, il s'y est déjà attaqué en réduisant le nombre d'élus du personnel dans les entreprises. Le patronat poursuit son ambition de toujours : renvoyer les citoyens à l'Ancien Régime, les éloigner de la gestion des affaires. Il a toujours refusé la démocratie dans l'entreprise, il se sent aujourd'hui les moyens de faire reculer la démocratie locale. Et demain ?

Les collectivités locales représentent 2 millions d'agents publics qui font tout ce que le patronat déteste : du lien social et du travail sans profit. Un éboueur fonctionnaire en moins, c'est un contrat en plus pour Veolia ; une crèche municipale qui ferme, c'est la promesse de profits pour Babilou.



Prendre la main sur la Sécurité sociale

Depuis la fondation de la Sécurité sociale en 1945, le patronat enrage. Malgré toutes les attaques, les représentants des salariés ont gagné le droit de se prononcer sur la gestion de 650 milliards d'euros de coti-

« Le patronat veut en finir. Patrick Martin, le patron du Medef propose de reprendre la main sur 340 milliards du pactole de la Sécu en mettant en place la retraite par capitalisation ».

sations par an, qui financent nos retraites, nos hôpitaux, nos droits au chômage. Nulle part ailleurs, les salariés n'ont autant de pouvoir sur

l'utilisation de l'argent. Le patronat veut en finir. Patrick Martin propose de reprendre la main sur 340 milliards du pactole en mettant en place la retraite par capitalisation. Cotiser plus, sans garantie d'avoir une retraite décente, et en confiant la gestion de l'argent à des traders et des banquiers.

Les patrons font de la politique, nous aussi !

La « rationalité économique » du MEDEF est un masque : les patrons font de la politique. Ils ont les idées claires, ils ont les moyens – médiatiques, politiques, financiers – ; ils ont un objectif – le profit – ; ils ont le pouvoir dans l'entreprise et ils veulent l'étendre à toute la société.

Pour résister, il nous faut des moyens – médiatiques, financiers, organisationnels – ; un but – mener la démocratie jusqu'au bout – ; et des pouvoirs – des communes jusqu'aux grandes entreprises. C'est encore possible ! ●

Clément Roll

DROIT DE L'ENVIRONNEMENT

La CIJ se prononce sur les obligatio

Le 23 juillet, la Cour internationale de justice (CIJ) a rendu à l'unanimité un avis consultatif qui fera date sur les obligations des États en matière climatique. Saisie par des États insulaires menacés par le changement climatique, elle établit pour la première fois que des obligations juridiques pèsent sur les États au-delà de leurs engagements volontaires. Cet avis ouvre la voie à une possible mise en cause de la responsabilité des États pollueurs, ainsi qu'à une réparation en faveur des États victimes.

Un avis qui fait date

Saisie en mars 2023 par l'Assemblée générale de l'ONU, à l'initiative d'États insulaires, notamment le Vanuatu dès 2019, la Cour a rendu à l'unanimité un avis consultatif précisant les obligations climatiques des États. Un texte qui suscite à la fois espoirs et interrogations.

La question posée à la Cour portait sur les obligations juridiques qui incombent aux États, ainsi que sur les conséquences en cas d'actions ou d'omissions ayant causé des dommages significatifs liés au réchauffement climatique.

Sur les obligations, la CIJ estime que les traités relatifs aux changements climatiques « imposent aux États parties des obligations contraignantes ». Mais elle va plus loin : selon elle, « le droit international coutumier impose aux États de prévenir les dommages significatifs à l'environnement » et de « mettre en œuvre tous les moyens à leur disposition » pour éviter que leurs activités ne causent de tels dommages. Les États ont également « le devoir de coopérer de bonne foi » à cette fin.

La Cour invoque également le droit international des droits de l'homme,

dont les États ont « l'obligation de respecter et de garantir la jouissance effective en prenant les mesures nécessaires » de protection du climat et de l'environnement.

Changement de paradigme

C'est là le premier apport de cet avis : un véritable changement de paradigme. La Cour établit que des obligations juridiques préexistent aux engagements volontaires contenus dans les traités. À l'échelle internationale, le réchauffement climatique n'est plus seulement un enjeu politique : il devient une question de

droits fondamentaux.

Côté conséquences, la CIJ précise que la violation de ces obligations constitue « un fait internationalement illicite engageant la responsabilité de l'État concerné ». Cela peut entraîner des obligations de cessation des comportements incriminés, de garanties de non-répétition, mais surtout, « l'octroi d'une réparation intégrale aux États lésés sous forme de restitution, d'indemnisation et de satisfaction ».

C'est le second apport majeur : ouvrir la voie à la mise en jeu de la responsabilité des États pollueurs et à une

« Ouvrir la voie à la mise en jeu de la responsabilité des États pollueurs et à une réparation intégrale pour les victimes du changement climatique, causé par l'inaction ou les actions fautives des États. ».



ns des États en matière climatique

réparation intégrale pour les victimes du changement climatique, causé par l'inaction ou les actions fautives des États.

Quelle portée ?

Cet avis, rendu à l'unanimité des 15 juges de la CIJ, possède toute l'autorité morale et juridique d'une décision émanant de la principale juridiction onusienne. Ce n'est que la cinquième fois depuis sa création en 1945 qu'un avis est adopté à l'unanimité. Dans un monde où les symboles comptent, ce consensus est un signal fort.

Les interprétations données par la CIJ sur plusieurs conventions internationales, en particulier la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques, pourraient influencer ses décisions futures, y compris dans le cadre de véritables contentieux.

Cet avis pourrait aussi nourrir les juges du monde entier, alors que les contentieux climatiques se multiplient, visant tant les États que les entreprises. En particulier, les demandes indemnitaires pourraient s'appuyer sur ce socle juridique ren-



forcé. La « judiciarisation » croissante du changement climatique apparaît comme la conséquence directe de l'inaction politique.

Les États les plus vulnérables pourraient ainsi disposer d'un argument supplémentaire de poids dans les fu-

tures négociations internationales. Cependant, la portée effective de cet avis dépendra largement de la volonté politique des États et de leurs juridictions internes. Les avis de la CIJ n'ont pas de valeur contraignante : ils sont des réponses juri-

diques à des questions posées, sans force obligatoire. Dans un contexte où l'objectif de limiter le réchauffement à +1,5 °C semble hors d'atteinte, et où l'écologie subit un retour de bâton dans plusieurs pays occidentaux, sa mise en œuvre paraît incertaine.

Cet avis ne permet pas d'engager dès maintenant des actions en justice contre des États. Le droit international, par nature, s'inscrit dans un temps long – il a fallu six ans et demi pour obtenir ce simple avis consultatif. Un temps parfois rallongé par les États eux-mêmes : en juillet, Israël a ainsi obtenu six mois supplémentaires pour préparer sa défense face aux accusations sud-africaines de génocide à Gaza, déposées il y a un an et demi.

Entre espoir et interrogations

En somme, bien que cet avis possède un poids symbolique et juridique considérable, sa portée reste incertaine. Car les États souverains demeurent les seuls véritables sujets du droit international. Reste l'espoir qu'il alimente et accélère les contentieux climatiques dans le monde entier, et qu'il renforce la position des pays les plus vulnérables lors des futures négociations climatiques. ●

Julien

La Cour internationale de justice à La Haye, Pays-Bas.



ANTIRACISME

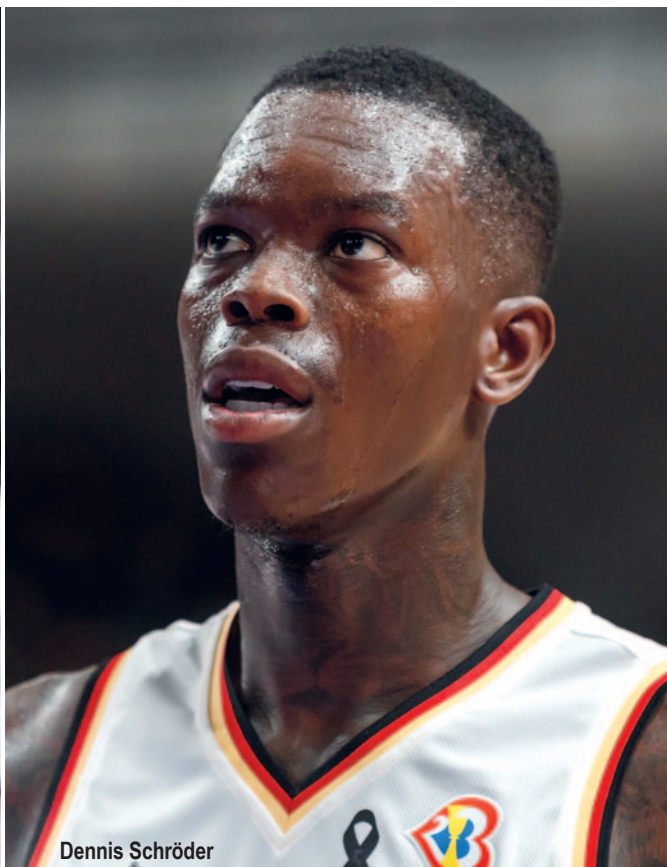


Quand la haine s'invite à l'Euro de basket

Les grands événements sportifs internationaux peuvent être des outils de renforcement de la cohésion nationale et de l'amitié entre les peuples, mais aussi des prolongements de tensions politiques. L'Euro de basketball 2025 n'échappe ni à l'un ni à l'autre. Zoom sur quelques facteurs de division.



Sylvain Francisco



Dennis Schröder

Des joueurs debouts pour que la honte change de camp

Malheureusement, une nouvelle fois, la fête sportive a été assombrie par des manifestations de racisme. Le capitaine allemand Dennis Schröder a été visé par des cris de singe venus des tribunes. Après le match, il a dénoncé ces comportements, affirmant qu'on pouvait critiquer son jeu mais que les insultes racistes étaient inacceptables. En marquant 26 points malgré cette atmosphère, il a donné une réponse exemplaire sur le terrain comme dans ses paroles. S'il est le meilleur joueur allemand depuis Dirk Nowitzki, il est persuadé qu'il ne rece-

vra jamais autant d'amour du public que son prédécesseur en raison de la perception qu'ont trop de gens de sa couleur de peau.

De son côté, le Français Sylvain Francisco a été la cible d'une vague de messages racistes après une action controversée contre la Slovaquie. S'il a reconnu que ces attaques l'avaient affecté personnellement, il a rappelé qu'elles étaient contraires aux valeurs du sport et qu'elles ternissent l'image du basket et du pays. Soutenu par la Fédération française et ses coéquipiers, il a choisi de dénoncer publiquement ces dérives. À travers leurs prises de parole, Schröder et Francisco envoient un

message clair : ce n'est pas aux victimes d'avoir honte, mais à ceux qui propagent la haine.

Le contexte politique en Pologne et en Europe

Les événements sportifs tels que l'Euro de basket ne se déroulent pas dans un vide politique. En Pologne – pays hôte de plusieurs rencontres – le climat est marqué par une montée des discours nationalistes et identitaires. Les stades deviennent alors des lieux où ces tensions trouvent un écho immédiat, parfois encouragé par certaines franges de la société civile et politique.

À l'échelle européenne, la situation

n'est guère plus apaisée : la progression de l'extrême droite, la crispation autour des questions migratoires et identitaires, ainsi que la concentration médiatique entre les mains de milliardaires libéraux-conservateurs, voire réactionnaires, offrent un terreau propice aux idées fascisantes.

Le sport, censé incarner un espace d'unité et de respect, se retrouve ainsi happé par des dynamiques qui dépassent ses institutions. Celles-ci se veulent « apolitiques », mais demeurent soumises aux logiques propres au capitalisme et à la démocratie bourgeoise. ●

Mathéo Castex

MÉMOIRE

Léon Landini, dernier FTP-MOI, s'est éteint

La voix d'un combattant s'éteint, l'écho d'un camarade résonne à jamais. Léon Landini, dernier survivant des FTP-MOI, est mort le 21 septembre, à 99 ans. Résistant, militant communiste, infatigable combattant pour la mémoire et pour l'avenir, il aura traversé un siècle de luttes sans jamais céder, sans jamais trahir les idéaux qui l'avaient porté dans sa jeunesse à s'engager dans la clandestinité face à l'occupant.



Récemment encore, la mairie de Saint-Raphaël (Var) a fait retirer la plaque qui célébrait sa mémoire et celle de sa famille, comme pour effacer un pan d'histoire. Un dernier affront aux héros, comme si la guerre contre le souvenir des résistants communistes devait se poursuivre jusque dans la pierre.

Résistant à 16 ans, militant jusqu'à son dernier souffle

Né en 1926 au Muy, dans le Var, Léon Landini était le fils d'immigrés italiens qui avaient fui le fascisme de Mussolini. Très tôt, il s'engage dans la lutte contre Vichy. À 14 ans, il colle avec son camarade Jean Carrara, jeune communiste assassiné par l'occupant en 1944, des étiquettes dénonçant le gouvernement collaborationniste de Pétain. En 1942, il passe à l'action directe : sabotages, dynamitages, opérations clandestines. Il rejoint le Parti Communiste Français dans la clandestinité, puis les FTP-MOI, francs-tireurs issus de l'immigration, qui paieront cher leur engagement. Arrêté une première fois en 1943, lui et son père sont torturés par l'Ovra, la Gestapo italienne. Miraculeusement, il parvient à s'évader en cours de déportation et gagne la Creuse, où il rejoint un maquis FTP. En mai 1944, il retrouve son frère

Roger à Lyon, où la répression est féroce. Il participe à des opérations de sabotage et d'attaques contre l'occupant. « Ici, l'espérance de vie est de trois mois », le prévient-on. Mais rien n'y fait : il reste. En juillet 1944, il est arrêté et tombe entre les mains des miliciens, puis de Klaus Barbie, le boucher de Lyon, assassin de Jean Moulin. Torturé à coups de bottes, le nez cassé, les testicules écrasés, le crâne fracassé, Léon Landini ne parle pas. À 18 ans seulement, il endure l'horreur sans livrer un seul camarade. Le 24 août, il profite de la confusion de l'insurrection lyonnaise pour s'évader de la prison de Montluc, que beaucoup n'ont jamais quittée.

Après la Libération, Landini ne cessa jamais de lutter. Contre la guerre d'Algérie, contre l'impérialisme, contre l'oubli et la falsification. Il quitte le PCF de Robert Hue dans les années 1990 et cofonde en 2004 le Pôle de Renaissance Communiste en France (PRCF), dont il restera président jusqu'à son dernier souffle.

Mémoire de la Résistance communiste

Son attachement à la vérité historique et à la mémoire de ses camarades tombés était inébranlable. Pour lui, le combat ne se limitait pas au passé : il concernait aussi le présent



et l'avenir. À Saint-Raphaël, il revenait encore récemment la réinstallation de la plaque dédiée à son frère Roger – résistant et dirigeant de la MOI en Rhône-Alpes – et à sa famille, retirée par la mairie. À chaque atteinte de ce genre, il répondait avec la dignité d'un homme qui n'avait jamais courbé l'échine devant les lâches.

Officier de la Légion d'honneur, Médaille de la Résistance, Interné de la Résistance, Grand mutilé de guerre suite aux tortures subies lors de son arrestation, décoré par le gouvernement soviétique au titre de la Résis-

tance, Léon Landini fut un exemple vivant de courage et de fidélité.

Le 6 juin 2024, à l'occasion du 80^e anniversaire du Débarquement, il adressait un dernier message à la jeunesse de France : « Plus que jamais, jeunes Français, engagez-vous pour la VIE, il est minuit moins une ! ».

Léon Landini s'en va, mais son exemple demeure. *spirait du réalisme socialiste et serait compris de la classe ouvrière, un art qui aiderait la classe ouvrière dans sa lutte libératrice.* » ●

Alban Chrétien

REJOINS

LES CANAUX DE DIFFUSION



Les canaux de diffusion de l'Avant-Garde sont désormais sur **Telegram, WhatsApp et Instagram** !

Suivez nos articles **au quotidien** et partagez-les autour de vous !

